

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers/
Couverture de couleur
- Covers damaged/
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated/
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing/
Le titre de couverture manque
- Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black)/
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations/
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material/
Relié avec d'autres documents
- Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure
- Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.
- Additional comments:/
Commentaires supplémentaires:

- Coloured pages/
Pages de couleur
- Pages damaged/
Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated/
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached/
Pages détachées
- Showthrough/
Transparence
- Quality of print varies/
Qualité inégale de l'impression
- Continuous pagination/
Pagination continue
- Includes index(es)/
Comprend un (des) index
- Title on header taken from: /
Le titre de l'en-tête provient:
- Title page of issue/
Page de titre de la livraison
- Caption of issue/
Titre de départ de la livraison
- Masthead/
Générique (périodiques) de la livraison

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	11X	12X	13X	14X	15X	16X	17X	18X	19X	20X	21X	22X	23X	24X	25X	26X	27X	28X	29X	30X
														✓						
		12X		16X		20X		24X		28X		32X								

Vol I.

Paraissant le 1er et le 15 de chaque mois

N° 21

MONTREAL, 1^{er} NOVEMBRE 1899



LA PETITE REVUE



Economie Politique et Sociale
Littérature—Philosophie—Sciences—Arts

RÉDIGÉE EN COLLABORATION

SOMMAIRE DU N° 21

PRIX
—
Le Numéro
3 cts

Les farceurs. — Loyalisme. — Un évêque entêté
et embêté. — Neutralité de Rome. — Avis. —
Providence. — La fin du monde. — Ah! s'ils
savaient l'histoire! — Notre devoir. — Tribune
libre. — La France impie. — Pif!... paf!...
boum!... — Dépêches anglaises véridiques. —
Soupers galants.

ABONNEMENT
—
Par Année
75 cts

TOUTE CORRESPONDANCE ayant rapport à la RÉDACTION et à l'ADMINISTRATION
doit être adressée à LA PETITE REVUE, Boîte de Poste 2177

ALPH. PELLETIER, Imprimeur-Editeur, 36, rue St-Laurent, Montréal

Téléphone Bell . Main 2256

LA PETITE REVUE

ECONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE,
SCIENCES ET ARTS

Paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois

Vol. I

MONTRÉAL, 1^{er} NOVEMBRE 1899

N^o 21

LES FARCEURS

Il vient de se fonder un nouveau parti politique. On l'appelle le troisième parti, ou le parti indépendant, au choix. *La Patrie* l'appelle même le parti Rodier, ce qui n'est pas pour lui donner du montant.

Nous ne nous occuperons pas de ce singulier parti politique, qui se déclare indépendant, tout comme si ce vocable n'était pas, mis à cette place, un véritable défi au bon sens.

Ce qui nous intéresse davantage, comme document du journalisme contemporain, c'est le double compte-rendu d'une assemblée tenu à Rimouski par le troisième parti.

Voici d'abord un extrait de celui de *La Patrie* :

“ Malgré le nombre considérable d'invitations et circulaires lancées avec fracas par tout le comté, à dix heures, heure marquée pour le grand coup, dix personnes bien comptées entouraient M. Rodier et M. P. H. A. Caron, son principal lieutenant.

“ M. R. A. Drapeau, maire de notre ville qui, en sa qualité d'indépendant, avait promis de présider l'assemblée, n'avait pas encore fait son apparition, ce qui permit aux organisateurs de rassembler quelques amis, en tout une trentaine. M. Rodier, quoique un peu désappointé, commença tout de même son boniment, sous la présidence du maire qui, ne pouvant forfaire à ses engagements, s'était enfin rendu.

“ M. Rodier pérorait pendant une heure ou une heure et demie, s'attaquant aux juges, aux avocats, aux banques, à toutes les institutions du pays, cherchant à faire connaître et apprécier sa cause au moyen de farces plates qui ne suffirent qu'à jeter une lumière douteuse sur le sujet.

“ Au beau milieu de l'assemblée, M. le président jugea à propos de s'éclipser, et tous de suivre son exemple — à tel point que la salle se trouva déserte quand l'orateur acheva son discours, etc., etc.

Voici maintenant un extrait de *La Presse* sur le même sujet :

“ L'organisateur du parti indépendant, M. Rodier, qui est allé tenir une assemblée publique, mardi dernier, est de retour, enchanté

de son voyage et du succès qu'il a remporté. L'assemblée, très nombreuse, se composait de représentants de toutes les paroisses du comté, parmi lesquels il y en avait qui avaient pris toute la nuit précédente à faire le trajet en voiture : c'est une preuve que ces personnes désirent ardemment un changement de politique. La présence de plusieurs membres du clergé, désireux sans doute de connaître si le programme du nouveau parti était acceptable, au point de vue catholique, n'a pas peu contribué à augmenter l'importance de cette assemblée.

“ L'assemblée a été présidée par M. R. A. Drapeau, avocat éminent de Rimouski, et maire de la ville.

“ M. Rodier dit qu'après l'assemblée, une vingtaine de personnes, qui étaient arrivées trop tard pour entendre tout ce qu'il avait dit, l'ont prié de leur donner un résumé de sa conférence. Inutile de dire que cette demande a été aussitôt accordée, car, parmi ces personnes, il y en avait qui étaient venues de très loin pour écouter ce que l'on allait dire du parti indépendant. Tout ces hommes, après avoir écouté l'organisateur, ont promis d'adhérer franchement au troisième parti, etc., etc.”

Qui ment ? *La Patrie* ou *La Presse* ?

Toutes les deux. Vous pouvez en être sûrs.

C'est égal, pauvres électeurs ! Vous êtes bien servis par vos gaze-tiers tant dévoués à la chose publique.

LOYALISME

Voilà un mot dont on abuse depuis quelque temps ; un mot qui menace de nous attirer des maux sérieux, si nous prenons à la lettre ce que disent les journaux torys, le *News* de Toronto, notamment.

Parce qu'un ministre et un député canadiens-français, sans compter une foule d'esprits mûris de la même nationalité, ont protesté contre l'envoi, à nos frais, d'un contingent canadien au Transvaal, nous sommes accusés de déloyauté envers la couronne d'Angleterre, traités en parias, qualifiés d'êtres inférieurs et menacés d'une guerre d'extermination.

Cette dernière menace ne nous émeut guère. Ce sont là des parties qui se jouent à deux, et les Canadiens-Français ont déjà prouvé aux Torys qu'ils peuvent conserver leur bien quand ils y tiennent.

Nous ne nous arrêterons donc pas à cette menace de quelques matamores ivres de scotch, mais nous parlerons à nos concitoyens, à nos frères, de ce loyalisme imbécile que l'on veut nous imposer et que, très raisonnablement, nous repoussons, avec politesse mais avec fermeté.

Le loyalisme n'est ni l'amour ni la servilité. Le loyalisme, dans son sens propre et primitif, signifiait seulement : attachement aux Stuarts.

Dans l'histoire des Etats-Unis, il signifie : opinion du parti qui resta attaché au gouvernement britannique.

Le mot ni la chose ne comportent donc pas l'obligation de prendre les armes pour l'Angleterre. Le loyalisme, tout au plus, nous interdit seulement de prendre les armes *contre* l'Angleterre.

Nous disons *tout au plus*, parce que nous pouvons avoir un jour le noble désir de nous affranchir d'une tutelle dévorante, et que rien ne prévaut contre un peuple qui veut conquérir son indépendance. D'après le ton comminatoire que les Torys emploient à notre égard, l'éventualité d'un pareil mouvement chez nous mérite d'être considéré dès ce jour.

En attendant que les événements nous obligent à prendre une détermination suprême, voyons si les accusations de félonie que nous jettent les Torys sont fondées.

Grâce à l'énergie virile de nos pères, nous avons conquis nos libertés, que les Anglais voulaient nous ravir. Ces libertés constitutionnelles, ce n'est pas, ainsi qu'on le dit trop légèrement dans les discours qui terminent les banquets, l'Angleterre qui nous les a données ; non, c'est nous qui les lui avons arrachées. Ce qui est loin d'être la même chose.

Néanmoins, après cette conquête sanglante, nous avons fait la paix sur des bases déterminées, et, de part et d'autre, des engagements ont été pris. Ils ont, jusqu'à ce jour, été tenus des deux côtés.

Pour nous, le loyalisme n'est pas autre chose. Tant que nos conquérants resteront dans les termes des traités, nous serions déloyaux, non seulement envers la Couronne britannique mais envers nous-mêmes, si nous ne remplissions pas nos engagements. Mais l'accomplissement strict de ces engagements est tout ce que l'on peut nous demander. Le débiteur qui paye sa dette à la date convenue, principal et intérêts, agit loyalement envers son créancier et ne lui doit rien de plus.

Nous avons tenu toutes nos promesses et ainsi nous avons affirmé notre loyalisme. Les volontaires qui sont partis au Transvaal ne sont pas de plus loyaux sujets que nous ; ils sont seulement plus zélés ou plus ambitieux. Nous ne blâmons pas leur action, mais précisément puisqu'ils agissent en toute liberté, puisqu'ils accomplissent un acte dont ils pouvaient légalement se dispenser, c'est à eux ou à ceux au profit de qui ils combattent de payer les frais de leur équipée.

Toute la question est là. Elle se résume, se fonde dans une question de dollars ou de livres sterling. Depuis quand les affaires d'argent sont-elles assimilables aux affaires de sentiment ?

Ah ! si nous refusions de payer la dotation du Gouverneur général, nous manquerions de loyauté puisque nous nous y sommes engagés. Mais refuser de contribuer, de notre sang et de notre or à une guerre

entreprise par l'Angleterre, à son unique profit, alors que nous ne sommes pas consultés sur l'opportunité et sur l'honnêteté de cette guerre. C'est notre droit, et même notre devoir en vue de l'avenir.

Notre participation à toute guerre, engagée ou soutenue par l'Angleterre ne serait constitutionnellement obligatoire que si le sol canadien était menacé ou envahi. En dehors de ce cas, nous *ne devons pas* intervenir, officiellement du moins. Or, l'intervention la plus officielle, est l'intervention budgétaire. Nous avons le droit, sans doute, d'annuler ou de modifier l'effet d'un texte, dans des circonstances particulières, mais comme nous sommes soumis au parlementarisme sans restriction, c'est au Parlement qu'il appartient de prendre une décision de cette nature, non au Conseil des ministres.

C'est contre cet empiètement de pouvoir que nos protestations se sont fait entendre. Et nous allons plus loin que l'hon. M. Tarte, qui est satisfait de voir limiter notre assistance aux frais de transport des volontaires, nous protestons contre ces frais. L'Angleterre étant assez riche pour payer le transport à la boucherie du bétail humain qu'un faux point d'honneur nous fait lui offrir si bénévolement.

GALLI.

UN EVÊQUE ENTÊTÉ ET EMBÊTÉ

Dans notre numéro du 15 août dernier, nous annoncions à nos lecteurs que les membres de la paroisse de St. Patrice, à St. Louis (Miss.), avaient été excommuniés en bloc par leur paternel évêque, le sieur Jannsen, qui voulait leur imposer un curé allemand, alors que les paroissiens, pour succéder à leur vieux pasteur décédé, désiraient qu'un des leurs, M. l'abbé Downey, vicaire de leur paroisse, fut nommé en remplacement du défunt.

Sans tenir compte de ce vœu légitime, l'évêque entêté imposa l'abbé allemand, le nommé Cluse ou Cruse. Les paroissiens ne voulurent pas du quidam et l'évêque, pour se venger, fit cesser les exercices du culte, ferma l'école paroissiale et excommunia en masse les récalcitrants.

Cette aventure vient d'avoir un épilogue auquel ne s'attendait nullement le susdit Jannsen.

Il vient, en effet, de recevoir un télégramme impératif qui lui enjoint vertement de céder à la légitime exigence des paroissiens.

Voici la traduction de ce télégramme :

“ Enlevez immédiatement l'excommunication qui pèse sur la paroisse de St. Louis-Est, attendu que les fidèles ne la méritent pas. Voyez à ce que le père Cruse se retire, et donnez-leur un pasteur de leur propre nationalité.

Cardinal LEDOCHOWSKI,
Préfet de la Propagande.

NEUTRALITÉ DE ROME

Le Saint-Siège est resté muet sur la question de la mise à mal des Boers. Il s'est dit : Faisons notre grand État, restons neutre ! Et le Pape, que nous avons vu, dans les dernières années, fourrer son nez partout, semble ignorer le conflit anglo-transvaalien.

Le Saint-Père a appelé à la rescousse le Dieu des armées en faveur des Arméniens, des Crétois, des Espagnols, des Cubains, des Philippins, mais il n'a pas prévenu la Providence du sort qui menaçait le petit peuple boer.

Pourquoi ?

Nous ne trouvons que deux réponses à cette question, et comme elles sont également probantes, nous les donnons sans insister plus sur la valeur de l'une ou de l'autre. Nos lecteurs s'arrêteront à celle qui leur conviendra.

1. Ayant attiré l'attention du Très-Haut sur les dangers qui menaçaient les pieux serviteurs que nous venons de mentionner, et ne constatant que le succès de leurs ennemis, le Saint-Père n'a pas voulu s'exposer encore une fois à un affront, et il s'est lavé les mains de l'aventure.

2. Ou bien, se souvenant à temps que les parties aux prises étaient composées de mécréants, il s'est dit que c'était une bénédiction céleste, et de la bonne besogne faite naturellement au profit de la Sainte Église.

Le cadavre d'un ennemi sent toujours bon, disait Vitellius.

L'odeur du charnier africain doit chatouiller agréablement le nerf olfactif du Saint-Père.

Une troisième raison assiège notre esprit. C'est peut-être la bonne.

Sa Sainteté ne se vengerait-elle pas ainsi du refus qu'on a opposé à sa demande de participer aux travaux du congrès de la Haye ?

Tout est possible, surtout au Pape.

AVIS

Nous prions nos lecteurs de prendre note que le guerrier canadien-français Pelletier, qui a sollicité et obtenu l'honneur d'aller tuer des Boers, s'il peut, n'a de commun que le nom avec M. Alp. Pelletier, éditeur de LA PETITE REVUE. Celui-ci ne voulant pas faire tort à son homonyme de la gloire qui va l'accabler, déclare qu'ils n'ont même pas le plus petit lien de parenté.

PROVIDENCE

Au sommet d'une haute tour, une mère se tenait avec son enfant. L'enfant tomba de ses bras.

En même temps un autre objet tombait aussi. Son volume était comme celui de l'enfant. L'attraction de la terre, la résistance de l'air... tout ce qui influait sur la chute, était le même pour cet objet comme pour l'enfant.

Mais l'enfant *vivait* et avait une mère qui s'arrachait les cheveux par désespoir. L'autre objet n'importait à personne.

—O mon Dieu ! mon Dieu ! mon enfant, mon cher enfant ! gémit la mère. O mon Dieu, sauve mon enfant !

Personne ne pria pour l'autre objet.

Et les deux corps tombaient parallèlement avec une vitesse égale.

Et la Nature — c'était avant Newton... toutefois elle savait au juste comment elle devait faire tomber ! — la Nature allait son train. Elle calcula très tranquillement les carrés... ne négligeant point la plus grande résistance en bas, où l'air est plus dense... déduisit ce surplus de la vitesse.

Encore une fois la mère poussa son cri de désespoir : O mon Dieu, mon enfant !

L'enfant s'écrasa sur le pavé. La mère, qui avait inutilement prié, mourut. Le père de l'enfant devint fou, etc.

Mais le sac de liège, ou le jambon, ou quoi que ce soit qui tombait en même temps que l'enfant, restait un sac de liège ou un jambon, comme si de rien n'était.

Pourtant personne n'avait prié pour ce liège-là.

Si c'est *bien* comme cela ? Certes ! Le moindre désordre, la moindre déviation causerait un malheur bien plus grand que la mort d'un enfant.

Je raconte cette histoire non pas pour critiquer la Nature, mais pour bien faire ressortir que prier ne sert à rien et qu'il faut bien tenir son enfant lorsqu'on est au sommet d'une tour.

Car, si l'on fait ainsi, il ne tombera point — c'est encore la Nature qui a soin de cela. En cela elle est aussi sûre que dans l'application des lois de Newton, c'est-à-dire de ses lois à elle, que Newton étudia en petite partie après qu'elles avaient fonctionné correctement depuis un temps infini.

—Observe, mon fils avec quelle sagesse la Providence a arrangé toute chose. Cet oiseau pond ses œufs dans son nid. Les petits éclosent vers le temps où il y aura des vers et des mouches pour les nourrir. Alors ils chantent un cantique de louange à l'Éternel qui comble les créatures de ses bienfaits. . .

—Est-ce que ces vers chantent aussi, p'pa ?

MULTATULI.

LA FIN DU MONDE

On sait qu'elle doit être annoncée par des signes extraordinaires, que l'Apocalypse n'a pas tous prévus.

Un des plus inquiétants par sa stupéfiante soudaineté, c'est l'absence de toute caricature de curé, sous le nom prétentieux de portraits, dans *La Patrie* de samedi dernier.

Depuis que ce journal a pris un titre gothique, toutes ses illustrations se suivent et se ressemblent : curés, églises, monastères et surtout presbytères. Pour qu'il n'y ait que le seul portrait de l'aumônier des volontaires ; que ce portrait, bien reproduit, accuse un beau mâle, et que ce spécimen de l'espèce se trouve relégué au bas de la seizième et dernière page de *La Patrie*, il faut qu'il se soit produit un craquement sinistre dans le mécanisme de l'univers. La fin du monde est proche.

Préparons-nous-y par des prières et surtout par d'abondantes aumônes à nos saintes institutions.

AH ! S'ILS SAVAIENT L'HISTOIRE !

Une bonne demi-grosse de Canadiens-Français sont partis, tout bouillants d'ardeur, — non pour le Transvaal, où ils n'entreront pas plus que les Hébreux ne sont entrés dans la Terre-Promise — mais pour le Sud-Africain, en quête des horions loyaux.

Les vrais patriotes, ceux qui connaissent l'histoire de nos luttes, des affronts reçus et des persécutions subies de la part de nos maîtres du jour par la génération qui nous a précédée, blâment ces pauvres jeunes gens de participer si allègrement à une infamie politique.

Ces patriotes-là ont tort. Ils devraient ailleurs exercer leur patriotisme, en exigeant de ceux qui ont monopolisé la distribution de l'instruction publique au profit de leur caisse et de leur puissance, que l'histoire de notre vie publique soit enseignée dans nos écoles, même au détriment de l'histoire sainte.

Le jour où le peuple connaîtra son histoire, les Anglais soutiendront seuls leurs querelles, et ils ne trouveront plus un seul Canadien-Français disposé à se rendre complice de leurs misérables attentats.

Fin d'une dépêche de source authentique annonçant prématurément le déblocage de Mafeking :

“ L'engagement était conduit par deux colonels ; aussi le succès a été général. ”

NOTRE DEVOIR

A la nouvelle que l'Angleterre, épousant la politique tortueuse et déloyale de Chamberlain, avait forcé l'héroïque peuple du Transvaal à prendre les armes pour défendre sa liberté menacée, un concert d'indignation s'est élevé dans toutes les nations civilisées. L'Europe entière par la voie de la presse aussi bien que par la voix de ses orateurs les plus autorisés est unanime à flétrir la conduite odieuse d'Albion. L'Amérique elle-même, qui est cependant bien peu scrupuleuse dans ses agissements, fait chorus. Ce qui soulève l'écœurement général, c'est autant les dessous malpropres de l'affaire que le fallacieux prétexte dont se sert l'empire britannique pour décréter l'extermination des Boërs, si sympatiques à tous. Quant aux dessous de l'affaire ils sont, en effet, bien malpropres, puisque 135 députés au Parlement anglais ont déclaré que cette guerre faisait le déshonneur de l'Angleterre et que l'argent qu'elle rapportera sera un bien mal acquis.

Ce crime odieux contre la justice et l'humanité a été conçu par deux misérables que l'histoire vengeresse clouera au pilori, Cecil Rhode l'aventurier, qui a rêvé de se créer une vice-royauté au centre de l'Afrique en offrant en holocauste à la royauté anglaise 300,000 victimes humaines, Chamberlain le macabre politicien, qui veut avoir duché et pairie en payant, avec l'or dont il aura dépoillé les cadavres, les dettes de jeu des « gamblers » titrés, ou les notes en souf frances des fournisseurs de filles de joie, les concubines de fêtards couronnés et déçavés.

A côté des acteurs principaux de cette tragédie, il y a les compar ses, une bande de spéculateurs véreux recrutés parmi la noblesse et qu'il faut à tout prix sauver de la banqueroute frauduleuse qui les menace, et du pénitencier qui les attend.

Voilà pour les dessous, quant au prétexte, c'est le refus des Boërs d'avoir permis l'immixtion dans leurs affaires privées à une bande d'aventuriers anglais qui s'étaient rendus au Transvaal attirés par l'or que les Boërs méprisent, presque tous gens de sac et de corde, et qui, une fois les mines épuisées, déserteraient le pays en n'y laissant que les souillures de leur passage. Mais le véritable motif de la guerre, c'est le vif désir qu'a l'Angleterre de faire la conquête du Transvaal afin de réunir à l'Égypte sa colonie du Cap, sans solution de continuité.

Cette guerre est donc, comme le disent les 135 membres du Parlement anglais, un acte de brigandage qui mettra certainement de l'or, beaucoup d'or dans les coffres du trésor britannique, mais qui ternira à tout jamais l'éclat du blason des Trois-Royaumes.

L'Angleterre, par sa conduite, s'est fortement aliénée l'Europe. La politique néfaste de Chamberlain a déjà eu pour résultat de cimenter officieusement l'alliance des peuples français et allemand.

Quant aux Russes, les bons amis des Français, à la première occasion ils ne se gêneront pas avec qui se gêne si peu, et l'Angleterre pourrait bien perdre aux Indes ce qu'elle espère gagner en Afrique. Juste retour des choses d'ici bas !

En présence de l'excitation produite au Canada par cette guerre sans excuse, je me suis donné la tâche aujourd'hui d'examiner quelle est la ligne de conduite à suivre pour les Canadiens-Français.

J'ai remarqué avec tristesse que pas un seul de nos hommes politiques, si bavards d'habitude, n'a pris la parole pour éclairer notre population française sur ses devoirs dans l'occurrence. Aussi qu'est-il arrivé ? Sitôt le premier coup de canon tiré, l'instinct belliqueux de nos compatriotes s'est réveillé et, sans plus de réflexion, nombre d'entre eux ont demandé à aller là où parlait la poudre.

Cette spontanéité pour courir à la bataille peut faire passer dans nos veines un frisson de fierté ; cependant, il faut réfléchir. Or comme le peuple ne réfléchit guère, le devoir des hommes des classes dirigeantes était ici tout tracé. Et bien, ils y ont tous failli par pusillanimité, courtoisannerie, servilisme ou atrophie du sens moral.

Quand je dis qu'ils ont tous failli je dois faire une exception pour l'honorable député du comté de Labelle, M. Bourassa. Je le félicite hautement de son attitude courageuse. Il a bien mérité des Canadiens-français. Voici ce que dit l'orateur dans son discours du 22 octobre à Papineauville :

“ A quoi bon prendre part à une guerre qui n'intéresse aucunement le Canada et dont l'issue sera inévitablement favorable à l'Angleterre, qui expédie au Transvaal une armée aussi considérable en nombre que la population entière des Boërs ? Pourquoi alors envoyer 1,000 Canadiens servir de chair à canon dans ces lointaines régions ? Chamberlain, en demandant 1,000 Canadiens, veut créer un précédent pour le cas où l'Angleterre aurait maille à partir avec une grande puissance comme l'Allemagne, ou la Russie, ou la France. Alors, on fera lever des milliers de Canadiens qu'on arrachera aux douceurs du foyer pour les envoyer aux quatre coins du globe se faire tuer sans profit pour eux ni pour notre pays, qui a tant besoin de leurs bras et de leur intelligence pour prospérer et grandir. Je m'oppose donc à ce que les Canadiens aillent combattre au Transvaal pour l'Angleterre, dans l'unique but de faire du sentiment et de soutenir une cause injuste. Ils ne doivent pas prendre part à cette guerre honteuse, tellement inique que 135 députés aux Communes anglaises, parmi lesquels des hommes éminents comme Morley, Reid, Clarke, McLean, Harcourt n'hésitent pas à dire qu'elle sera la honte de l'Angleterre, et que l'argent qu'elle rapportera sera un bien mal acquis. Aujourd'hui, à peine est-elle commencée que les Anglais rougissent déjà des emportements de la première heure et à Londres,

“ où trône notre Gracieuse Souveraine, l'enthousiasme qu'elle provoque s'efface devant celui produit par les courses de yachts de New-York.”

L'honorable orateur, dans ces paroles, a très justement fait entendre la voix de la raison, mais il n'a pas fait entendre la voix du cœur quand il ajoute : “ Si l'Angleterre portait aujourd'hui la guerre sur le sol de la vieille mère-patrie, la France, mon cœur saignerait, sans doute, à chaque soldat qui tomberait, mais cela ne m'empêcherait pas de rester loyal sujet britannique et de me prévaloir des libertés que nous avons acquises au prix de tant de sacrifices.”

Au-dessus de tout doit parler la voix du sang, et dans cette dernière hypothèse il n'y aurait pas à hésiter. Je me souviens d'une facétie qu'Honoré Beaugrand ne manquait jamais de placer dans tous ses discours. J'aime, disait-il, la France comme ma mère, et l'Angleterre comme ma belle-mère. J'ignore si cette facétie est de lui ; mais il y a dans ces mots une vérité naturelle. Bon sang ne peut mentir. Avant tout nous sommes Français :

“ Et sous le vieux drapeau, symbole d'espérance,
Ensemble crions à genoux : Vive la France ! ”

L'expérience, dit Ludovic Brunet, a clairement démontré qu'il n'était pas possible d'angliciser la province de Québec. C'est ce qui faisait dire à Lord Durham qu'il y avait deux nations qu'il faudrait faire disparaître : les Canadiens-Français et les Boërs. Le rêve sanglant du noble Lord est en train de se réaliser quant aux Boërs. Et, par une cruelle ironie, on nous demande, à nous, des hommes de bonne volonté pour aider à l'extermination de ceux-là même dont nous devrions partager le sort.

On conviendra qu'il nous est bien permis de réfléchir avant de glisser dans le canon de nos fusils des balles dum-dum, et de partir en guerre pour accomplir la première moitié de l'œuvre de mort rêvée par lord Durham.

Une première objection qui doit avoir un grand poids dans la détermination de nos belliqueux canadiens est celle-ci : Si, comme le prétendent les Torys, ce sont les lapins, les Boërs, veux-je dire, qui ont commencé ; si la provocation et l'insulte viennent d'eux ; si l'honneur de l'Empire britannique a reçu une telle atteinte qu'il faille que le sang coule, pourquoi le premier citoyen de l'Empire, celui qui est virtuellement dépositaire de cet honneur, et qui a aussi le plus grand intérêt, comme il en a le devoir, de maintenir intact le prestige de la Couronne, pourquoi le prince de Galles ne se met-il pas à la tête de ses loyaux soldats, et ne va-t-il en leur compagnie affronter la mort dans les plaines du Transvaal ?

Son abstention est pour le moins singulière.

Si l'héritier du trône trouve bon de rester tranquillement au coin de son feu, les pieds dans ses pantoufles, pourquoi, nous, Canadiens-Français, ne ferions-nous pas de même ? Pourquoi être plus royaliste que le roi ? Quel intérêt avons-nous à abandonner nos vieux parents, nos femmes et nos enfants pour aller, à 5,000 lieues de chez nous, nous faire trouer la peau pour conquérir un pays dont notre futur roi semble se soucier comme d'une guigne ?

Une autre objection plus sérieuse qui doit nous engager à rester chez nous : c'est la façon discourtoise, — soyons modéré dans les termes, — avec laquelle les Anglo-Saxons du Canada nous traitent chaque fois qu'un heurt se produit dans nos relations avec eux : " Race inférieure, nation dégénérée, les vaincus d'Abraham, hommes malhonnêtes en affaire comme en politique, hypocrites, traîtres, vipères qu'il faut écraser," telles sont les expressions les plus usuelles employées à notre égard. Prenez au hasard un numéro du *Toronto Evening News*, l'organe attitré des Torys, et vous serez édifié. Eh bien si ces gens nous tiennent en si piètre estime, leur prétention de vouloir que nous allions nous faire tuer pour eux n'est-elle pas grotesque ?

En somme, ceux qui servent mal leur pays ; ceux qui sont traîtres à leur patrie, ce sont précisément ceux-là qui cherchent à briser le lien qui nous attache à l'Angleterre, en nous traitant comme des Ilotes. Les Canadiens-Français sont de loyaux sujets, et on devrait leur en savoir d'autant plus de gré que l'effort a été plus grand pour le devenir.

Le temps a effacé des haines que les Torys voudraient raviver. Nous ne leur en donnerons pas l'occasion. Quant à notre attitude en présence des événements actuels, je n'hésite pas à dire que si l'Angleterre était attaquée, et surtout attaquée injustement, notre plus strict devoir de loyaux sujets serait de voler à sa défense, encore bien qu'aucun traité ne nous y obligeât, et lâche serait celui qui s'abstiendrait de le faire. Mais, ici, l'Angleterre a pris un rôle agressif. Contre tout esprit de justice elle veut anéantir un peuple pacifique dont elle convoite les richesses ; de plus, ce peuple, victime d'un odieux attentat, a dans les veines un peu du sang français qui circule dans les nôtres. Leur histoire est la nôtre. Comme nous, ils ont été coloniser à 2,000 lieues de la mère-patrie. Comme nous, ils ont lutté pour l'indépendance ; mais, plus heureux, ils n'ont pas encore eu leur journée d'Abraham. A tous les points de vue, donc, les Boërs méritent nos sympathies, et notre devoir, étant donné notre situation vis-à-vis de l'Angleterre, est d'observer la neutralité la plus absolue, l'abstention la plus complète. Se joindre par esprit de courtoisie à une nation puissante pour écraser un faible pays ne serait déjà pas une action si méritoire. Mais aller de gaieté de cœur massacrer de braves gens qui n'ont jamais fait de mal à personne ; qui ignorent même notre existence ; alors que nous pouvons rester paisiblement chez nous, alors que rien ne nous y force,

alors que nous n'avons aucun intérêt à le faire, aller répandre par plaisir le sang humain, voilà qui serait monstrueux. Cet acte constituerait un crime odieux qui, s'il était perpétré, nous mettrait au ban des nations civilisées.

Irréparable, serait la faute commise !

Nous pourrions dire à tout jamais adieu à nos amitiés de France, et lorsque dans quelques mois nous irions à l'Exposition de Paris, nous devrions cacher avec soin notre qualité de Canadiens-Français afin de ne pas nous exposer à entendre sur notre passage une voix indignée nous crier : *Caïn, qu'as-tu fait de ton frère Abel !*

B.

TRIBUNE LIBRE

Nous avons reçu une carte postale de Sorel, sans signature, dont voici le contenu :

“ Cher monsieur,

“ Veuillez donc insérer dans votre fameux journal, ce qui suit :

“ On meurt dans l'atmosphère empoisonnée par le souffle de l'impunité ; on meurt écrasé sous le poids des persécutions et de l'intolérance maçonnique ; on meurt sous l'étreinte des faux principes qui ne produisent que la corruption et la dissolution des mœurs qui nous envahissent de toutes parts.”

Voilà au moins un adversaire qui dit ce qu'il pense. Cependant son pessimisme ne nous suffit pas. Il nous faudrait des arguments plus solides qu'une suite d'affirmations qu'aucun fait n'appuie. En d'autres termes, notre correspondant devrait établir que notre atmosphère est empoisonnée ; que nous écrasons de persécutions les gens qui vont à la messe et qui disent le chapelet en famille ; que la maçonnerie exerce une influence appréciable dans notre Province, que la corruption règne partout et que cette corruption est le fait des libres-penseurs dont nous sommes l'organe.

Nous invitons loyalement notre correspondant à développer sa pensée. A cet égard, nous lui accorderons tout l'espace voulu, et s'il nous démontrait que ses accusations sont fondées, il n'aurait pas d'auxiliaires plus déterminés que nous pour combattre les éléments destructeurs qu'il signale avec, peut-être, un peu trop de légèreté. Nous sommes à la disposition de quiconque voudra ouvrir un débat courtois sur la valeur de nos institutions et des dogmes byzantins que l'on nous impose dès le bas âge.

La vérité est une et immuable. Si vous la possédez, faites-la valoir et nous nous rangerons volontiers sous votre bannière. Mais, au moins, proclamez-la dans des termes saisissables et saisissants.

Vos prêtres vous défendent de nous lire. Serait-ce que nos raisonnements sont sans réplique ? Nous sommes plus larges, plus justes et surtout plus sûrs de l'excellence de notre cause, et nous vous permettons de nous combattre dans notre organe. Ceci sans forfanterie et sans arrière-pensée. Convertissez-nous à votre cause, et nous nous en ferons les martyrs.

LA FRANCE IMPIE

La commission du budget, en France, vient de supprimer totalement l'allocation du traitement de son ambassadeur au Vatican. C'est une façon polie de supprimer l'ambassade.

De là des clameurs dans les sacristies et autres salons distingués. Le mot sacrilège vole doucement de bouche à oreille.

Pourtant, la commission est logique. Un ambassadeur est le représentant d'une puissance auprès d'un souverain étranger.

Or, si Léon XIII est toujours Pontife, il n'est plus roi ; et il n'y a pas plus de raison d'entretenir une ambassade auprès de sa personne que d'en envoyer une à Calixte I^{er}.

C'est égal, la France vient encore une fois de donner au monde un détestable exemple d'impiété.

Ça lui portera malheur !

PIF!... PAF!... BOUM!...

Extrait d'un message de la reine d'Angleterre, daté du 22 octobre :

“ Mon cœur saigne à cause des pertes terribles que nous avons ENCORE subies aujourd'hui. C'est un grand succès mais, je le crains, chèrement acheté.”

Puis la Reine prie lord Landsdowne de faire parvenir aux parents de ceux qui sont tombés sur le champ de bataille... l'expression de de sa vive sympathie.

God save the Queen !

~~*

Extrait d'une dépêche anglaise :

“ Les Boers ont pu conduire leurs prisonniers à Prétoria.”

N'importe qui dirait “ ont conduit ” ce qui serait exact et épargnerait un mot ; mais *ont pu* est plus joli, marque mieux l'effort et le danger. Seulement, on ne triomphe pas avec la rédaction des dépêches.

Heureusement pour l'humanité !



Pauvres soldats !

Pendant qu'ils se battront, les officiers se la couleront douce. On vient d'envoyer, de Londres, aux officiers des Coldstream Guards, 400 caisses de nanan de choix, d'une valeur considérable. Une seule maison a fourni pour \$15,000 de stock mangeable. Alfred de Rothschild, de son côté, à part cet envoi, a donné 100 douzaines de bouteilles de Champagne de haute marque et 3,000 cigares, passables dit-on.

C'est ça qui va remonter le moral des troupes.

Pauvres soldats ! Attrapez les Dum-Dum, c'est bien assez bon pour vous.



Sir Wilfrid vient de s'illustrer d'une façon tout à fait remarquable. Il a souscrit une somme de \$25.00 pour les volontaires canadiens qui vont affirmer son loyalisme au Transvaal.

Le total de la souscription ouverte pour cette chair à mitraille, s'élève, nous apprend une dépêche de Québec, " déjà à plus de trois mille piastres " destinées aux volontaires. . . et aux frais de la grande manifestation que l'on se propose de faire dans la vieille capitale en l'honneur des hommes du contingent.

C'est-à-dire qu'on va tout licher et tout claquer au nez des volontaires. Sir Wilfrid Laurier en aura pour ses \$25.00. Ce qui n'est que juste.

DÉPÊCHES ANGLAISES VÉRIDIQUES

20 oct.—Le général Yule vient d'accomplir la plus célèbre retraite que l'histoire ait enregistrée. Afin de tromper les Boërs, il s'est, non pas enfui mais retiré en bon ordre, laissant son matériel de guerre et ses blessés aux bons soins de l'ennemi. Il est allé chercher quelque part son grand sabre coupant. Aussitôt qu'il aura mis la main dessus il tombera sur les Boërs, les fendra tous du haut en bas et reprendra ses blessés et ses canons. On dit que les Boërs commencent à s'impatienter de son absence. Ce sont des rustres incapables d'apprécier les beautés de la stratégie.

21 oct.—En voulant faire sauter un train blindé à Kunwana, les Boërs, ayant mal pris leurs précautions, se sont fait sauter eux-mêmes. La purée de 453 de leurs cadavres jonche le sol dans un circuit d'un mille à peu près. Le train blindé a sauté aussi, il est vrai, mais les pertes sont insignifiantes.

22 oct.—Un grand combat vient d'être livré dans le voisinage de Mafeking. Les Boërs, au nombre de quinze mille, ont été attaqués dans leur retranchement par une patrouille du 1^{er} Hussards, composée de 25 hommes et d'un nombre égal de chevaux. Après un quart d'heure d'engagement, les Boërs se sont retirés en désordre, laissant huit canons Maxim et tous leurs fusils aux mains de nos invincibles cavaliers. Nous ne connaissons pas les pertes éprouvées par le détachement du 1^{er} Hussard, mais nous savons que l'ennemi a laissé 4213 morts sur le champ de bataille et 5324 blessés, tous mortellement. La consternation est au camp boër.

23 oct.—Les Boërs font courir le bruit que le général Yule est mort de peur. Cette nouvelle, que nous vous transmettons sous toutes réserves, est cependant vraisemblable, car personne n'a revu le chef, et les Boërs ne sont pas capables de tuer le brave général.

24 oct.—Les Boërs bombardent Mafeking, Dundee et Kimberley, mais leurs bombes n'éclatent pas ; ce qui fait éclater de rire les braves défenseurs de ces places.

27 oct.—Les Boërs sont en pleine déroute. Le 1^{er} Hussards vient de faire prisonnier le général Joubert et son corps d'armée. On n'a pas encore eu le temps de compter tous les captifs ; mais à l'heure où j'envoie cette dépêche, le sergent chargé de cette mission, s'arrêtait au chiffre de 11,150, pour prendre un coup de gin.

29 oct.—La nouvelle de la capture du corps d'armée de Joubert par le 1^{er} Hussards est confirmée. Seulement le général Joubert se cramponne après ses vainqueurs et ne veut plus les lâcher. On prépare des renforts pour prêter assistance aux braves Hussards.

30 oct.—On attend incessamment l'arrivée du brave général Buller. Dès qu'il aura mis pied à terre, il fera sauter tout... le champagne disponible et brûlera tous les cigares. On peut dire que la campagne touche à sa fin.

31 oct.—Victoire ! victoire ! les Boërs sont anéantis ! Le Transvaal n'existe plus ! L'Etat d'Orange est rasé ! La Colonie du Cap n'a jamais été si prospère ! Inutile d'envoyer le détachement canadien, la besogne est faite.

Vive Chamberlain !

SOUPERS GALANTS

Pour sauvegarder la moralité, Mgr Bruchési a interdit les bazars de charité, où des jeunes femmes et des jeunes filles extrêmement charitables consentaient, pour l'amour de Dieu, à tempérer les souffrances de leur prochain, quand ce prochain avait une belle moustache et faisait montre de générosité.

Cette interdiction jeta l'émoi dans les couvents et autres saintes maisons où l'on exploitait le vice des payeurs pour la plus grande gloire de Dieu et pour le profit de la caisse de l'établissement. Il fallait trouver un succédané aux bazars ; ce ne fut pas long, croyez-le bien, car jamais les capucins ou les nonnes ne sont embarrassés quand il faut inventer un truc lucratif. Ils ont imaginé des banquets galants, c'est-à-dire le tirage au sort d'un cavalier, l'accouplement momentané de deux inconnus de sexe différent, qui peuvent user d'une foule de privautés que le flirtage le plus savant n'autorise qu'avec les quart de vierges, ou les vierges de quart.

La combinaison est des plus simples, et elle ne coûte rien aux saintes âmes qui en profitent. Voici comment les bonnes sœurs de l'Hospice Gamelin opèrent :

Elles invitent les femmes à fournir une corbeille garnie de victuailles et de liquides choisis, formant la base d'un petit gueuleton. Les hommes, eux, sont appelés à fournir une contribution en argent, contre laquelle on leur remet un numéro d'ordre, correspondant à l'un quelconque des paniers féminins. Lorsque la recette est encaissée, on tire au sort les dits paniers, c'est-à-dire les femmes, et on les adjuge aux hommes. C'est un vrai marché de chair. M. Paul tombe sur le corbillon de Melle Virginie, et tous deux s'en vont dans un petit coin, ici ou là, mais toujours sous l'œil de Dieu, faire une petite dinette d'amoureux. C'est charmant, et le marivaudage ne tire pas à conséquence. Les maris doivent fermer les yeux sur cette véritable débauche, et les femmes doivent tolérer cette cochonnerie sanctifiée.

D'ailleurs, de quoi se plaindrait-on ?

N'est-ce pas au profit d'une bonne œuvre que l'on donne ces crocs-en-jambe à la morale ?

Du moment que le but est louable, qu'importent les moyens ?

Du temps des bazars, s'accouplait qui voulait ou qui pouvait ; avec les " banquets au panier " on vous accouple d'autorité.

C'est pire que la prostitution publique, parce que, du moins, dans les lupanars, la femelle subit son sort sans fournir une contribution, et son cynisme parfois obligé est moins hideux que l'hypocrisie des " honnêtes femmes " que l'on pousse au vice *Ad majorem Dei gloriam*.